



FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration - Soixante-douzième session

Rome, 25-26 avril 2001

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE

EN FAVEUR DE

**L'UNITÉ RÉGIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LES CARAÏBES
(CARUTA)**

POUR

**LA DOMINIQUE, LA GRENADINE, LE GUYANA, LA JAMAÏQUE, SAINT-
CHRISTOPHE-ET-NEVIS, SAINTE-LUCIE, SAINT-VINCENT-ET-LES
GRENADINES ET
TRINITÉ-ET-TOBAGO**

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	iii
I. HISTORIQUE	1
II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA	2
III. LE DON PROPOSÉ	3
A. Buts et objectifs	3
B. Activités principales	3
IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS	4
V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION	4
VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME	5
VII. RECOMMANDATION	5
APPENDICES	
I. CARUTA TENTATIVE LOGRAME 2001-2003 (CADRE LOGIQUE INDICATIF DE LA CARUTA)	1
II. INSTITUTIONAL PROFILE OF THE CARIBBEAN DEVELOPMENT BANK (PROFIL INSTITUTIONNEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES CARAÏBES)	3



POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
BDC	Banque de développement des Caraïbes
BID	Banque interaméricaine de développement
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CARUTA	Unité régionale d'assistance technique pour les Caraïbes
CSO	Comité chargé des stratégies opérationnelles
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
ONG	Organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RESOP	Exposé des options et stratégies régionales
SCC	Secrétariat de la communauté des Caraïbes



RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE
DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN FAVEUR DE
L'UNITÉ RÉGIONALE D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LES CARAÏBES
(CARUTA) POUR LA DOMINIQUE, LA GRENADINE, LE GUYANA, LA JAMAÏQUE,
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NEVIS, SAINTE-LUCIE, SAINT-VINCENT-ET-LES
GRENADINES ET TRINITÉ-ET-TOBAGO

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique en faveur de l'Unité régionale d'assistance technique pour les Caraïbes (CARUTA) pour la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago, d'un montant de 753 000 USD sur une période de trois ans.

I. HISTORIQUE

1. Conformément à ses grands axes institutionnels, le FIDA a élaboré en 2000 un exposé des options et stratégies régionales (RESOP) pour les pays des Caraïbes orientales ainsi que pour Trinité-et-Tobago, qui a été approuvé en mars de cette année¹ par le Comité chargé des stratégies opérationnelles (CSO). Ce document avait pour fil directeur d'assurer une présence et un impact efficaces du FIDA sur le terrain et d'améliorer le rapport coût-efficacité en analysant les options et les stratégies au niveau sous-régional plutôt que par pays insulaire, pris individuellement.

2. Les pays pris en considération dans ledit exposé étaient la Dominique, la Grenade, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago. Le FIDA a financé des projets dans quatre de ces pays et mène actuellement des activités de projet en Dominique, à la Grenade, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les Grenadines. Tous les pays, à l'exception de Trinité-et-Tobago, sont économiquement vulnérables en raison de leur économie de petite échelle, des ouragans et autres catastrophes naturelles, de la pollution de l'environnement, de leur dépendance à l'égard de financements extérieurs et de la concentration des exportations.

3. Afin de renforcer les activités du FIDA dans la sous-région des Caraïbes orientales, le CSO a approuvé la proposition de créer une Unité régionale d'assistance technique pour les Caraïbes (CARUTA) par l'octroi de ressources sous forme de don d'assistance technique (AT). L'AT est un atout essentiel pour répondre aux besoins en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté. Dans la sous-région des Caraïbes, l'AT est dispensée sous diverses formes et par un nombre relativement important d'institutions nationales, régionales et internationales. Cependant, la question de savoir comment fournir et utiliser efficacement l'AT a été une source de préoccupations majeures pour les autorités bénéficiaires, les contributeurs et les groupes cibles. Il convient en particulier d'améliorer le niveau de coordination pour déterminer les besoins en matière d'AT, apporter une réponse plus adaptée et assurer une utilisation efficace des ressources allouées.

¹ OSC 2000/09/PL du 14 mars 2000.



4. En tant que contributeurs aux ressources d'AT pour cette sous-région, le FIDA et la Banque de développement des Caraïbes (BDC) reconnaissent la nécessité d'adopter une approche plus efficace et mieux concertée de l'allocation de ressources au titre de l'AT, qui tendent à décliner. C'est dans cette logique que s'inscrit la création d'une Unité régionale d'assistance technique pour les Caraïbes au profit des pays suivants des Caraïbes orientales et méridionales: Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Trinité-et-Tobago, auxquels s'ajoutent le Guyana et la Jamaïque, où le FIDA a financé plusieurs projets d'investissement et compte maintenir un portefeuille.

II. JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA

5. La justification fondamentale d'une approche sous-régionale de l'assistance technique est directement liée au rapport coût-efficacité des interventions du FIDA, par opposition aux interventions isolées concernant des pays insulaires. L'expérience acquise antérieurement dans le cadre de l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) en Amérique centrale, actuellement financée principalement par la Banque mondiale et le FIDA, avec la contribution d'autres organisations internationales², de pays participants d'Amérique centrale et du Panama, s'est révélée très utile pour l'octroi d'une assistance technique sur une base sous-régionale.

6. La CARUTA est donc conçue pour opérer dans un contexte sous-régional qui a grand besoin d'un service d'assistance technique coordonnée sur le plan institutionnel, ayant pour mission de soutenir les efforts des pays participants en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté. L'issue défavorable du processus engagé auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à propos du commerce de la banane, l'incertitude persistante à laquelle est confrontée l'industrie sucrière, ainsi que la nécessité d'adopter des pratiques d'exploitation agricole écologiquement rationnelles ont rendu nécessaire une révision des politiques et programmes agricoles qui garantisse à la population insulaire rurale des moyens de subsistance durables. Par ailleurs, les pratiques d'exploitation agricole doivent être compatibles avec les écosystèmes fragiles des îles, dont les plages et les récifs coralliens sont de la plus haute importance pour le secteur du tourisme. La recherche de cultures alternatives et de nouveaux marchés est un enjeu d'importance pour les pays des Caraïbes orientales et un domaine qui appelle des efforts d'assistance technique. Ces efforts permettront d'améliorer directement l'impact du portefeuille du FIDA dans la sous-région. Dans ce contexte général, la CARUTA accordera une attention particulière au travail de synthèse réalisé au niveau régional et national et renforcera les capacités nationales dans des secteurs critiques tels que l'élaboration de politiques de développement rural et agricole, la création de marchés, la participation communautaire et la privatisation des services.

7. Même si la CARUTA sera financée au début par la BDC et par le FIDA, il est également prévu d'étendre la participation à d'autres organismes internationaux qui se sont déclarés intéressés à se joindre à l'effort coordonné d'assistance technique, notamment l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI), le Secrétariat de la communauté des Caraïbes (SCC), l'Institut de recherche et de développement des Caraïbes, le Département du développement international (DFID - Royaume-Uni), l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque interaméricaine de développement (BID), l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'University of the West Indies et la Banque mondiale. Étant donné que les procédures d'approbation et les calendriers établis à cet effet varient d'une institution à l'autre, il est prévu que la direction de la CARUTA négocie la participation technique et financière sur une base bilatérale avec chaque institution. Cette approche permettra d'éviter des négociations multilatérales à la fois longues et complexes.

² La RUTA est également financée par des contributions du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), le DFID, la FAO, la BID, l'IICA et le PNUD.

III. LE DON PROPOSÉ

A. Buts et objectifs³

8. L'objectif global de la CARUTA est de créer un secteur agricole régional à la fois efficace et compétitif permettant de réduire la pauvreté rurale dans la région des Caraïbes. Il s'agit globalement de renforcer la capacité nationale et sous-régionale à faire reculer la pauvreté rurale, dans un cadre stratégique visant à rendre le secteur rural/agricole plus compétitif. Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- faciliter et soutenir la mise en œuvre d'un programme régional de développement rural/agricole et de lutte contre la pauvreté par le biais des mécanismes régionaux existants tels que la Communauté des Caraïbes (CARICOM);
- promouvoir parmi les organismes partenaires des initiatives visant à harmoniser leurs politiques sur des thèmes spécifiques et à approfondir la collaboration par le biais de programmes d'investissement prioritaires au niveau régional et national;
- apporter un soutien sur le plan de l'exécution ainsi qu'une assistance technique aux projets actuellement mis en œuvre par le FIDA dans la région des Caraïbes.

B. Activités principales

9. La CARUTA concentrera ses interventions dans les domaines ayant trait au développement rural/agricole et communautaire, aux approches participatives, à la problématique hommes-femmes, à la lutte contre la pauvreté, aux ressources naturelles ainsi qu'à la préservation et à la gestion de l'environnement. Dans ces domaines, la CARUTA se penchera sur les questions concernant l'analyse et l'élaboration de politiques, le renforcement des capacités institutionnelles et les activités liées au cycle des projets. Plus particulièrement, la mission de la CARUTA consistera à:

- organiser des activités de formation pour renforcer la capacité d'analyse des institutions publiques et privées chargées de la définition, de la formulation, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques;
- réaliser des études appropriées visant à évaluer l'impact des politiques actuelles en matière de production agricole, d'investissement rural, de lutte contre la pauvreté, d'utilisation des ressources naturelles et de protection de l'environnement; apporter aux politiques des modifications propres à en accroître l'efficacité; et améliorer la coordination des politiques pertinentes par une collaboration plus efficace, afin de renforcer les liens sectoriels et sous-sectoriels;
- développer par la formation les aptitudes à définir et concevoir des projets d'investissement, à renforcer la capacité gestionnaire et à aider les gouvernements dans la gestion des politiques et des situations d'urgence concernant le milieu naturel;
- participer directement à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des projets, en particulier ceux qui sont lancés et financés par la BDC et le FIDA;
- assurer la liaison entre les institutions nationales, régionales et internationales;

³ Voir appendice I, cadre logique indicatif.



- assurer la coordination avec le Programme régional de renforcement des stratégies destinées à promouvoir l'égalité hommes-femmes dans les projets financés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (PROGENDER), afin de faciliter la mise en œuvre de la stratégie du FIDA d'équité entre les sexes dans la région des Caraïbes.

10. La formation déterminée par la demande portera sur les sujets prioritaires pour le FIDA tels que le développement communautaire, les approches participatives, l'équité hommes-femmes et la gestion des ressources naturelles. Chaque année, il sera procédé à une évaluation des besoins en matière de formation. Les types de formation varieront et pourront comporter des stages ponctuels, à l'intention de petits groupes, organisés au fur et à mesure des besoins, des cours et des ateliers spéciaux de courte durée, ou des cours plus formels (par exemple, programmes de collège/d'université). Pour mener à bien cette formation, un certain nombre d'institutions locales sont pressenties en vue d'une collaboration. Outre le personnel de la CARUTA, les formateurs seront des consultants spécialistes ou des enseignants recrutés auprès d'organisations non gouvernementales (ONG) régionales, de collèges et d'universités.

IV. RÉSULTATS ET AVANTAGES ESCOMPTÉS

11. Pendant la première période de trois ans, la CARUTA réalisera des objectifs généraux, notamment la mise en place d'un programme d'assistance technique coordonné sur le plan institutionnel (pour la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, ainsi que Trinité-et-Tobago), ainsi que la coordination de l'action nationale et sous-régionale. Parmi les résultats opérationnels prévus pour la première période de trois ans figureront: i) des ateliers nationaux et régionaux de formation sur la définition des mesures à adopter et sur la prise de décisions; ii) une formation à l'analyse décisionnelle, y compris l'étude de la relation entre les grands enjeux et les questions liées aux projets ainsi que l'impact d'aspects intersectoriels sur la performance des projets; iii) une formation dans le domaine des activités du cycle des projets et dans la gestion des projets; et iv) des études visant à déterminer dans quelle mesure il y a lieu d'adapter ou de modifier les politiques.

12. En ce qui concerne le portefeuille du FIDA pour les projets en cours, il est prévu que la CARUTA apporte, sur demande, un soutien à leur mise en œuvre ainsi qu'une assistance technique. Les secteurs clés tels que l'administration, le suivi et l'évaluation des projets, la problématique hommes-femmes, la participation communautaire, la création de marchés, les entreprises rurales et le microfinancement seront du ressort du personnel de la CARUTA. La CARUTA assurera la coordination des activités financées par des dons d'assistance technique du FIDA, en particulier la RUTA, le Programme de renforcement des capacités régionales aux fins du suivi et de l'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL), le Programme de promotion de micro-entreprises rurales (PROMER), PROGENDER et le réseau régional d'échange d'informations pour les projets du FIDA en Amérique latine (FIDAMERICA).

V. DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

13. Cofinancé par le FIDA et la BDC, la CARUTA sera considérée comme un projet régional de la CARICOM et comprendra une unité régionale ainsi que des unités techniques nationales dans chacun des pays participants. Il est en outre proposé que la BDC soit l'agent d'exécution du projet dans le cadre d'un accord passé avec le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (SCC), agissant au nom de la CARICOM. Il sera créé un comité directeur composé de représentants du SCC, de la BDC et du FIDA. Comme d'autres institutions internationales participent à la CARUTA, leurs représentants feront partie de ce comité. La CARUTA passera un accord avec le PNUD pour un soutien administratif, sur le modèle adopté pour la RUTA.

14. La BDC créera l'unité régionale d'assistance technique en tant qu'entité autonome sise dans l'un des pays participants. Cette unité comprendra au début un directeur, un fonctionnaire chargé de l'administration/des finances, des cadres ayant une expérience des secteurs cibles et thématiques ainsi que du personnel d'appui. Les unités techniques nationales comprendront chacune un coordinateur et un assistant. Les gouvernements participants auront la responsabilité de créer et de doter en personnel les unités techniques nationales dans leur pays respectif, en coordination avec l'unité régionale. Des consultants seront recrutés de manière à renforcer, selon les besoins, le personnel de l'unité régionale pour l'aider à mener à bien les programmes de travail.

VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

15. La contribution initiale à la CARUTA sera de 5,3 millions de USD, dont 753 000 USD à titre de contribution du FIDA, 1,3 million à titre de contribution de la BDC et un montant total de 3,3 millions à titre de contributions en nature (personnel, locaux et services correspondants, matériels de bureau, frais afférents à la formation locale, etc.) des pays participants et d'autres donateurs. Le coût final de la CARUTA augmentera à mesure que d'autres institutions internationales, régionales et sous-régionales s'associeront à ses activités en apportant une contribution financière ou une assistance technique.

ESTIMATION PRÉLIMINAIRE DES COÛTS (USD)

Catégorie de coût	FIDA	BDC	Gouvernements et autres donateurs	Total	%
Personnel de la CARUTA	180 000	300 000	480 000	960 000	18
Assistance technique	190 000	210 000	710 000	1 110 000	21
Formation	140 000	220 000	600 000	960 000	18
Études	40 000	130 000	420 000	590 000	11
Élaboration de stratégies régionales	75 000	200 000	650 000	925 000	17
Dépenses de fonctionnement	128 000	240 000	440 000	808 000	15
Total	753 000	1 300 000	3 300 000	5 353 000	100

VII. RECOMMANDATION

16. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que, dans le but de financer en partie l'Unité régionale d'assistance technique pour les Caraïbes (CARUTA) sur trois ans, à partir de juin 2001, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas sept cent cinquante trois mille dollars des États-Unis (753 000 USD) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

CARUTA TENTATIVE LOGRAME 2001-2003

Log Order	Indicators	Measures	Assumptions
<p>General Development Objective Efficient and competitive regional agricultural sector leading to alleviation of rural poverty in the Caribbean region.</p>			
<p>Specific Purpose Strengthen national and regional capacities to formulate and implement policies and investment programmes.</p>	Client-country satisfaction with services provided by CARUTA.	Evaluation 1 st year Special impact studies	Availability of sufficient resources; willingness to learn/adopt policies within regional/national institutions.
<p>Expected results</p> <p>1. CARUTA central and country offices are staffed and operative.</p> <p>2. CARUTA facilitates and supports implementation of a regional agenda through existing regional mechanisms such as the Caribbean Community (CARICOM).</p> <p>3. CARUTA partner agencies promote actions to harmonize their policies on specific themes and to deepen collaboration through priority investment programmes at the national level.</p> <p>4. IFAD's 5 ongoing projects demand and utilize implementation support and technical assistance from CARUTA.</p>	<p>1. CARUTA offices are in operation in 2001.</p> <p>2.1. A regional agenda agreed and implemented; 2.2. Regional agreement on harmonization of agricultural and rural-development policies; 2.3. Regional agreement on harmonization of rural poverty-alleviation policies.</p> <p>3.1. Inter-agency workshops/studies on rural and agricultural development, finance services, gender and agricultural exports; 3.2. Inter-agency workshops/studies on rural poverty alleviation policies and strategies; 3.3. Lessons learned/best practices shared on various issues among agencies, projects and participating governments.</p> <p>4.1. At least one technical assistance per project per year; 4.2. Workshops organized in gender, RFS, marketing, support in loan and project administration, including disbursements, procurement, accounting systems and monitoring and evaluation (M&E).</p>	<p>CARUTA reports</p> <p>Proceedings of CARICOM Ministers of Agriculture meetings CARUTA reports</p> <p>CARUTA reports</p> <p>Publications and reports</p> <p>Publications and reports</p> <p>Publications and reports</p> <p>Reports</p> <p>Workshops proceedings</p>	<p>Political willingness to support the implementation of CARUTA offices.</p> <p>Political willingness of participant countries to create a common agenda for rural/agricultural development and poverty alleviation.</p> <p>Existence of incentives within the agencies to promote and facilitate collaboration and harmonization.</p> <p>CARUTA services understood, demanded and appreciated by projects.</p>



Log Order			
<p>Activities</p> <p>1.1 Implementation and staffing of CARUTA central office in Barbados.</p> <p>1.2 Implementation and staffing of CARUTA country offices.</p> <p>2.1. Regional studies on the impact of new trends in rural poverty alleviation.</p> <p>2.2. Regional fora and workshops to discuss and seek innovative solutions.</p> <p>2.3. CARUTA advisory activity to governments and CCS.</p> <p>3.1. Organization of inter-agency meetings and activities on rural/agricultural development, RFS, gender, indigenous people.</p> <p>3.2. Organization of inter-agency meetings and activities on rural poverty alleviation strategies and policies.</p> <p>4.1. Organization of regional workshops to strengthen collaboration and cross-fertilization among projects.</p> <p>4.2. Technical assistance and training of project staff.</p>			



INSTITUTIONAL PROFILE OF THE CARIBBEAN DEVELOPMENT BANK

1. The CDB is a regional financial institution that began operations on 26 January 1970. CDB was created to contribute to the “harmonious economic growth and development of the member countries in the Caribbean” and to promote economic cooperation and integration among them, with a particular focus on the region’s less developed nations.
2. The permanent headquarters of CDB is located at Wildey, St. Michael, Barbados.
3. CDB is an associated institution of the Caribbean Community (CARICOM).
4. CDB’s mission statement: CDB intends to be the leading Caribbean development finance institution, working in an efficient, responsive and collaborative manner with borrowing members, towards the systematic reduction of poverty in their countries, through social and economic development.
5. CDB may make or participate in direct loans to governments of its regional member countries. Project financing is provided to any of the borrowing member country (BMC) agencies, political subdivisions, public or private entities and enterprises as well as international or regional agencies or entities concerned with the economic development of the region.
6. CDB has recently completed its Strategic Plan for 2000-2004, which outlines the bank’s objectives and its strategies for achieving them. The social sector and poverty reduction receive special emphasis.
7. CDB is owned by its 25 member countries, including 20 from within the region and five non-regional countries. Non-regional membership is open to states outside the Caribbean that are members of the UN or any of its specialized agencies or of the International Atomic Energy Agency. While regional members can borrow from CDB, non-regional members cannot. **Regional borrowing members:** Anguilla, Antigua and Barbuda, the Bahamas, Barbados, Belize, British Virgin Islands, Cayman Islands, Dominica, Grenada, Guyana, Jamaica, Montserrat, St. Christopher and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Trinidad and Tobago, and Turks and Caicos Islands. **Regional non-borrowing members:** Colombia, Mexico and Venezuela. **Non-regional members:** Canada, China, Germany, Italy, United Kingdom.
8. CDB’s comparative advantage lies in its close relationship with its BMCs and its understanding of the problems and dynamics of the countries of the region, the easy access of bank staff to policymakers, administrators and institutions of civil society, the ownership and confidence that BMC governments feel in their own regional institution, the bank’s physical location in the region and proximity to many of its BMCs, and its comparatively lower costs for the appraisal and supervision of projects of the size that frequently characterizes the economies of the Caribbean.
9. CDB’s organizational structure comprises a Board of Governors, a Board of Directors, a President, who serves as the chairman of the Board of Directors, a Vice-President (Operations), a Vice-President (Corporate Services), who also acts as bank secretary, and four departments – Projects, Economics and Programming, Legal and Finance – with Projects and Economics and Programming headed by directors, Legal headed by the General Counsel and Finance headed by a Treasurer and Controller. In addition to these departments and their respective divisions and units, there are the three specialized divisions of Information and Technology Management Services, Human Resources and Administration, and Corporate Policy and Planning. The CDB staff complement is approximately 200, roughly half of whom are professionals.



APPENDIX II

10. Net cumulative financing approved (including loans, contingent loans, equity investments and grants) was USD 1 741.3 million at the end of 1999. Cumulative grant financing at the end of 1999 was USD 148.7 million. Cumulative disbursements were USD 1 275 million at the end of 1999, of which USD 731.4 million was to the Lesser Developed Countries.

11. CDB's financial resources consist of ordinary capital resources (OCR), comprising mainly subscribed capital and borrowing, and special funds resources, which may be established or accepted by CDB. At December 31, 1999, the OCR was USD 565.4 million comprising matured subscriptions and reserves, market loans on the US capital market and loans from the European Investment Bank, IDB and the World Bank.

12. CDB's technical-assistance operations are intended to complement project operations by facilitating the transfer of techniques, the development of expertise and the identification and promotion of investment opportunities to BMCs, thus boosting their absorptive capacity and accelerating economic and social development. Increasingly, emphasis has been on issues of governance, institutional development and strengthening the role of civil society.

13. It is expected that resources provided to CDB for the implementation and operationalization of CARUTA will be administered by CDB as a separate fund in the same manner as it deals with other funds operating in the bank. CARUTA, as an entity, would have its own systems for accounting for the resources provided by CDB.

14. Additional information on CDB may be obtained from its website at <http://www.caribank.org>.